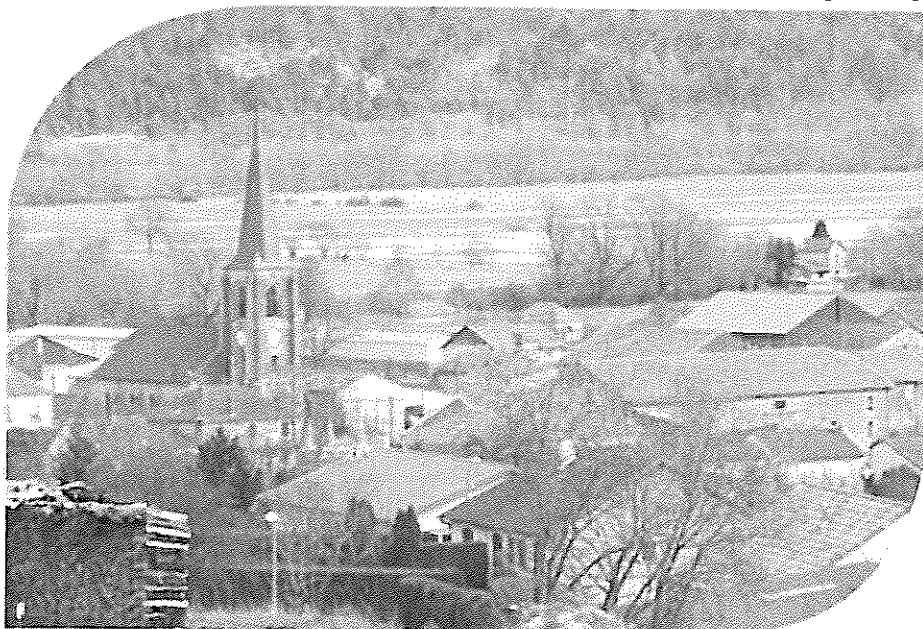


Commune des Paroches

Plan Local d'Urbanisme



Notice des Annexes Sanitaires

«Vu pour être annexé à la délibération du 25/03/2011
approuvant les dispositions du Plan Local d'Urbanisme.»

Fait aux Paroches,
Le Maire,



ARRÊTÉ LE : 09/04/2010
APPROUVÉ LE : 25/03/2011

Etude réalisée par :



Environnement Conseil
Urbanisme Environnement Communication

agence Nord
ZAC du Chevalement
5 rue des Molettes
59286 Roost-Warendin
Tél. 03 27 97 36 39

agence Est (siège social)
Pépinière Technologique du Mont-Bernard
Rue Dom Pérignon
51000 Châlons-en-Champagne
Tél. 03 26 64 05 01

agence Ouest
Parc d'Activités Le Long Buisson
251 rue Clément Ader - Bât. B
27000 Evreux
Tél. 02 32 32 53 28

www.ec-urbanisme.com

Groupe
auddicé



SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
1. EAU POTABLE	3
1.1. Situation actuelle	3
1.2. Situation future	3
2. ASSAINISSEMENT	4
2.1. Situation actuelle	4
2.2. Situation future	4
3. DECHETS.....	5
4. EQUIPEMENTS D'INCENDIE ET DE SECOURS.....	6
4.1. Situation actuelle	6
4.2. Situation future	6

1. Eau potable

1.1. Situation actuelle

D'après les renseignements recueillis auprès de la mairie, l'alimentation en eau potable des habitants est gérée par le SAEP (Syndicat d'Alimentation en Eau Potable) Chauvencourt – Les Paroches.

Elle s'effectue par le biais de deux captages localisés sur les communes voisines de Dompcevrin, au lieu-dit « Fontaine de la Taillette » et de Fresnes-au-Mont, au lieu-dit « le Bois Herbin », et situés respectivement à 286 et 279 mètres d'altitude.

Les eaux sont conduites gravitairement jusqu'à la chambre de réunion, de là, une conduite de 90 mm de diamètre amène l'eau au réservoir de Chauvencourt d'une capacité de 120 m³ où des pompes refoulent l'eau vers les réseaux de Chauvencourt et des Paroches.

Ces ressources n'étant pas suffisantes, le réservoir est également alimenté par le réseau de St-Mihiel.

Ces captages de source fonctionnent à l'aide d'une pompe d'une capacité de 120 m³/h et de deux pompes d'une capacité de 60 m³/h.

Ils font l'objet de périmètres de protection définis par un hydrogéologue agréé, mais n'ont pas fait à ce jour l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique.

La commune des Paroches n'est pas concernée par les futurs périmètres de protection de captage.

Consommation annuelle d'eau en m³ pour la commune des Paroches

2008	17 305
2007	17 183
2006	20 530
2005	15 991
2004	20 840
2003	20 846

Grâce au captage de St-Mihiel qui fournit la différence en cas de forte sollicitation, la production couvre les besoins actuels en eau potable et pourra satisfaire une augmentation de la population

1.2. Situation future

Il n'existe pas d'autre projet.

2. Assainissement

2.1. Situation actuelle

2.1.1. Eaux pluviales

La commune dispose d'un réseau d'eaux pluviales dont les rejets se font dans l'étang de Bras. Il existe trois bac décanteurs localisés Chemin de la Hamasse et Grande rue.

2.1.2. Eaux usées

La commune des Paroches dispose d'un réseau d'assainissement collectif raccordé à la station d'épuration de Saint-Mihiel, située au lieu-dit « Les Enfers ».

Les rejets se font dans la Meuse, après le passage dans des bacs décanteurs.

Cependant, l'assainissement est de type individuel pour sept logements.

Aucun zonage d'assainissement n'a été élaboré.

2.2. Situation future

Conformément à la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, les communes sont tenues de délimiter :

- Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations. L'article L. 2224-8 du CGCT impose que les communes procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif avant le 31 décembre 2012. Pour cela, elles doivent mettre en place un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

3. Déchets

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Meuse a été approuvé le 28 décembre 2003 sous l'égide du Conseil Général de la Meuse.

Il a pour objet de :

- prévenir ou de réduire la production des déchets en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits,
- d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume,
- de valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
- d'assurer l'information du public.

La Communauté de Communes du Sammiellois a la compétence collecte et gestion des ordures ménagères.

Le ramassage des ordures ménagères est effectué une fois par semaine par la société DECTRA.

Une benne à verre est mise à la disposition des habitants, leur collecte est effectuée une fois par mois.

Les papiers, les plastiques sont collectés au porte-à-porte une fois par semaine dans le cadre du tri sélectif.

La déchetterie de Chauvencourt est à la disposition du public gérée par la Communauté de Communes du Sammiellois.

4. Equipements d'incendie et de secours

Le PLU est assujéti aux dispositions générales :

- Du code général des collectivités territoriales, et notamment aux articles L. 2122-24, L. 2212-1 à 5 relatifs aux pouvoirs de police municipale du maire (prévention des risques, couverture opérationnelle),
- De l'arrêté ministériel du 1er février 1978 approuvant le règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs pompiers communaux,
- De la circulaire interministérielle n°465 du 10 décembre 1951 relative à la défense contre l'incendie.

Cette circulaire précise notamment que :

- Les poteaux incendie doivent être alimentés par une canalisation d'un diamètre au moins égale à 100 mm et fournir un débit minimal de 17 litres par seconde sous une pression de 1kg/cm^2 ,
- Les poteaux incendie doivent être positionnés à une distance allant de 100 à 400 mètres entre eux selon la caractéristique du risque à défense (courant ou particulier) ainsi que son isolement. Cette distance est déterminée à l'issue d'une analyse de risque détaillée.

La défense extérieure contre l'incendie peut également être assurée par un moyen naturel ou artificiel équivalent à moins de 400 mètres de l'habitation par les chemins praticables et permettant de disposer de 120 m^3 d'eau en moins de 2 heures. Ce dispositif devra être conforme à la fiche technique de l'aménagement d'un point d'eau.

Ces points d'eau doivent être implantés en bordure de chaussée carrossable et il est nécessaire de les faire réceptionner par le S.D.I.S. dès leur aménagement terminé.

4.1. Situation actuelle

D'après les renseignements recueillis auprès de la mairie, le réseau de défense incendie est constitué de trois bornes et d'un puits. Ce réseau jugé suffisant pour les besoins actuels. En cas d'extension du village, ce réseau nécessitera peut-être d'être renforcé.

4.2. Situation future

En cas d'extension du village, ce réseau nécessitera probablement d'être renforcé à certains endroits.

Le cas échéant, il conviendra de mettre en conformité certains poteaux d'incendie afin d'obtenir un débit minimum de $60\text{ m}^3/\text{h}$ sous 1 bar de pression dynamique.

A défaut, la mise en place de réserves artificielles, dimensionnées selon le débit d'alimentation devra permettre de disposer de 120 m^3 d'eau utilisable en 2 heures.

Dans le cadre des extensions de l'urbanisation, le réseau devra permettre que toutes les constructions soient situées à moins de 200 mètres, par chemins praticables, de ces équipements. Quand le risque est particulièrement faible, cette distance peut être portée à 400 mètres, une analyse de risque étant nécessaire.